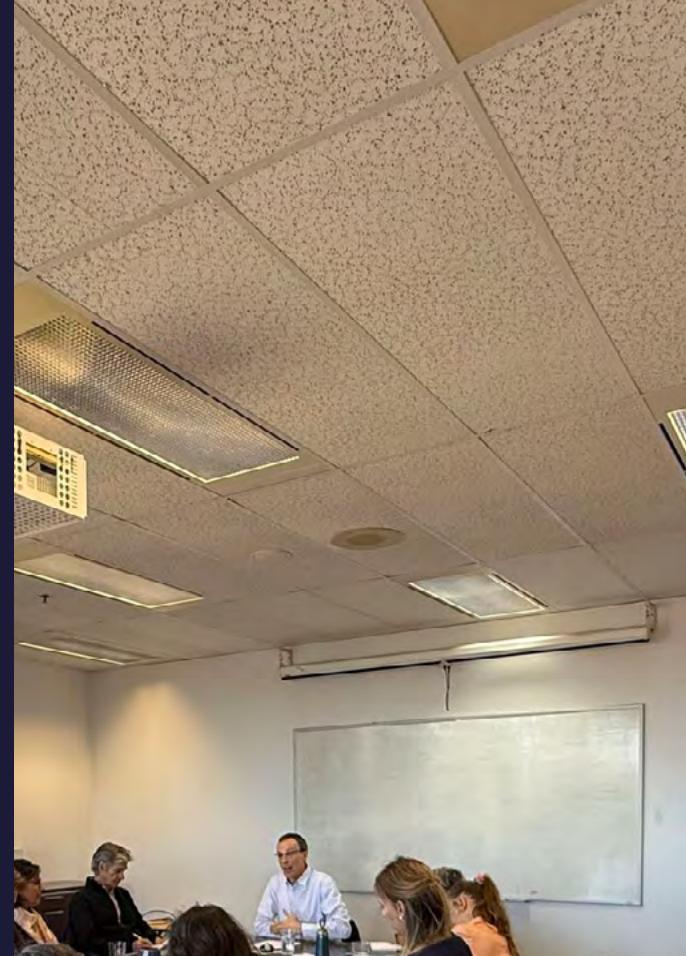


Compte-rendus des événements de la Maison



**Dialogue en affaires publiques :
Le revenu de base, une proposition radicale à
l'avenir incertain**



Dialogue en affaires publiques : Le revenu de base, une proposition radicale à l'avenir incertain

Cette conférence a pris place le **1er octobre 2025** de 16h à 18h à l'Université de Montréal. Elle fut organisée dans le cadre de la nouvelle série Dialogues en affaires publiques, portée par la Maison des affaires publiques et internationales.

Objectifs :

Cette table ronde a réuni chercheur.e.s académiques et décisionnaires publics pour discuter des opportunités qu'offre l'exploitation des données administratives, économiques et fiscales dans l'évaluation et l'amélioration des politiques publiques.

Animation : Pascale Dufour (Université de Montréal)

Conférencier invité : Yannick Vanderborght (Université catholique de Louvain)

Panélistes : Ambre Fourrier (Université du Québec à Montréal)

François Fournier (Observatoire québécois des inégalités)

Thèmes abordés :

- Définition du revenu de base et distinction avec les régimes de protection sociale existants
- Les fondements éthiques : liberté réelle, égalité des chances et justice sociale
- Les scénarios de mise en œuvre (revenu généreux, moyen ou faible)
- Les effets attendus sur le marché du travail : évolution personnelle, bénévolat, indépendance, engagement citoyen
- Les impacts potentiels sur la lutte contre la pauvreté et la redistribution des richesses
- Le rôle de la classe moyenne dans l'acceptabilité politique et fiscale
- Les positions contrastées des partis politiques et syndicats en Belgique et au Québec

Opinions et messages:

- Yannick Vanderborght a insisté sur le caractère radical et transformateur du revenu universel, qui permettrait de dépasser les logiques conditionnelles actuelles de la sécurité sociale.
- Ambre Fourrier a souligné l'importance de penser le revenu de base comme un instrument de liberté individuelle, permettant à chacun de choisir sa trajectoire de vie sans dépendre exclusivement du marché du travail.
- François Fournier a rappelé que le revenu de base ne saurait être une solution miracle à la pauvreté et qu'il convient de le situer dans une réflexion plus large sur la justice distributive.
- Pascale Dufour, dans son rôle d'animatrice, a insisté sur l'importance d'articuler les analyses théoriques et les réalités politiques, rappelant que les syndicats et partis politiques demeurent encore prudents face à cette idée.

Points saillants à retenir :

1. Le revenu de base est porteur de promesses fortes en matière de justice sociale et de lutte contre la pauvreté, mais son financement reste un défi majeur.
2. Ses effets sur l'offre de travail demeurent incertains : certains y voient un encouragement à l'évolution personnelle, la participation citoyenne et bénévole, d'autres craignent un retrait partiel du marché du travail.
3. La classe moyenne est l'acteur clé : sans son appui politique et fiscal, toute mise en œuvre risque de se heurter à une forte opposition.
4. Les syndicats et partis politiques se montrent prudents : peu d'entre eux défendent une mise en place ambitieuse, notamment en Belgique.

Perspectives :

Les discussions ont souligné plusieurs pistes :

- Intégrer la réflexion sur le revenu de base dans une réforme plus large de la sécurité sociale.
- Considérer cette mesure comme un outil complémentaire, et non exclusif, pour réduire les inégalités.
- Favoriser davantage d'expérimentations locales et nationales pour mesurer concrètement les effets du revenu de base.
- Stimuler un débat démocratique large afin d'éviter que l'idée ne demeure cantonnée aux cercles académiques.

Écrit par Khadija Oubedda, étudiante
à la maîtrise en affaires publiques et
internationales

Révision par [Johannes Müller Gomez,](#)
[postdoctorant](#), Maison des affaires
publiques et internationales

